

■ **SONDAGE SOM PUBLIÉ CE MATIN DANS LE JOURNAL DE MONTRÉAL**

Les Québécois rejettent massivement la réforme scolaire

La réforme scolaire implantée dans les écoles de la Belle Province n'obtient pas la note de passage. Les conclusions d'un sondage réalisé par la maison SOM pour le compte de la Fédération autonome de l'enseignement et dont le *Journal de Montréal* a obtenu copie sont claires : les parents repoussent du revers de la main cette façon de faire qui n'en finit plus de provoquer des grincements de dents. Du même souffle, ils demandent que la priorité soit mise sur les connaissances de base et exigent des bulletins en pourcentage plutôt qu'en lettres et par surcroît, un retour au redoublement.

De l'avis du vice-président des Services professionnels chez SOM, Jean Bayard, cette réforme est totalement déphasée par rapport aux attentes des parents. Au cours de cette enquête menée par les sondeurs de SOM, presque tous les éléments de la réforme ont été passés à la varlope par les parents répondants.

La nouvelle forme du bulletin scolaire irrite les parents au plus haut point. L'enquête SOM indique que 62 % des Québécois disent préférer des notes en pourcentage plutôt qu'une évaluation par lettres. Plus de la moitié ont exprimé leur insatisfaction devant la façon dont le bulletin est actuellement présenté. Ces révélations viennent appuyer les inquiétudes manifestées récemment par la Coalition «Stoppons la réforme» dont les quelque 700 parents ne se gênent pas pour dénoncer le caractère incompréhensible des bulletins de certaines commissions scolaires. Ils précisent que les bulletins ont été imposés de force par les entités scolaires souvent contre le gré du Conseil d'établissement et des enseignants des écoles concernées.

Ecole traditionnelle

Le retour à l'école traditionnelle fait l'unanimité auprès des répondants. Près de 60 % des parents souhaitent un retour à la bonne vieille méthode et affirment que l'école doit avoir comme mission première de transmettre des connaissances de base comme de bonnes notions de l'orthographe et d'inculquer les règles pourtant simples et claires de la grammaire plutôt que de donner les moyens de construire par soi-même les connaissances.

Au cours des dernières semaines, des dizaines de parents se sont dits outrés de constater qu'on ne fournit plus de manuels scolaires à leurs enfants au secondaire depuis l'implantation de la réforme pour qu'ils puissent étudier et compléter leurs devoirs à la maison. Dans plusieurs cas, ils doivent payer ces manuels et ne parviennent pas à comprendre que la réforme devient un obstacle au lien entre la maison et l'école.

Reprendre une année

Les centaines de personnes sondées par SOM affirment dans une proportion de 81 % qu'il est essentiel de faire

reprendre l'année académique à un élève qui est en dessous de la moyenne établie. L'enquête révèle également que 67 % des personnes interrogées s'entendent pour dire que l'école doit donner un échec à un élève qui n'atteint pas un certain seuil.

Enseignement des compétences

Des experts en éducation, en sociologie et en psychologie s'unissent pour décrier le modèle et l'approche par compétences préconisés par la réforme. Ils estiment que l'enseignement et l'évaluation systématiques axés sur l'acquisition des connaissances demeurent les meilleurs gages de réussite. Dans le système actuel, les «dites compétences» inculquées aux élèves sont souvent difficiles à comprendre. Moins du quart des répondants au sondage SOM se disent bien renseignés au sujet des compétences transversales.

«Sept ans après son implantation, il y a encore beaucoup de travail d'information à faire. Trop de choses n'ont pas été communiquées aux parents», conclut M. Bayard. (JCG)

Tous les détails dans...

journal
montréal



focus

● La Fédération autonome de l'enseignement regroupe pas moins de 27 000 enseignants provenant de neuf associations.

● 81 % des parents interrogés lors de l'enquête SOM affirment qu'il faut faire recommencer une année à un élève en dessous des moyennes établies.

● Récemment, une pétition contenant près de 1000 noms a été déposée au gouvernement afin d'obtenir un moratoire sur la réforme de l'éducation.

● La Coalition «Stoppons la réforme» est formée de parents, professeurs d'universités et membres de syndicats.

● Plusieurs intervenants réclament la formation d'une coalition parlementaire sur le renouveau pédagogique.